Benoît GARNOT (dir.), *Normes juridiques et pratiques judiciaires du Moyen-Âge à l'époque contemporaine*

Dijon, Éditions universitaires de Dijon, « Société », 2007, 451 pp. , ISBN 978 2 915 552 713.

Ludovic Maugué

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1257>

DOI : 10.4000/chs.1257

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 139-141

ISBN : 978-2-600-01515-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Ludovic Maugué, « Benoît GARNOT (dir.), *Normes juridiques et pratiques judiciaires du Moyen-Âge à l'époque contemporaine* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 15, n°1 | 2011, mis en ligne le 06 mars 2013, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1257> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1257>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Benoît GARNOT (dir.), Normes juridiques et pratiques judiciaires du Moyen-Âge à l'époque contemporaine

Dijon, Éditions universitaires de Dijon, « Société », 2007, 451 pp. , ISBN
978 2 915 552 713.

Ludovic Maugué

RÉFÉRENCE

Benoît GARNOT (dir.), *Normes juridiques et pratiques judiciaires du Moyen-Âge à l'époque contemporaine*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, « Société », 2007, 451 pp. , ISBN
978 2 915 552 713.

- 1 « [...] Le gouvernement permet sans cesse de faire par exception autrement qu'il n'ordonne. Il brise rarement la loi, mais chaque jour il la fait plier doucement dans tous les sens, suivant les cas particuliers et pour la grande facilité des affaires. [...] L'Ancien Régime est là tout entier : une règle rigide, une pratique molle ; tel est son caractère »¹. Opéré par Tocqueville en 1856, ce diagnostic des mœurs administratives de la France d'Ancien Régime révèle le décalage entre des normes excessives, émanant d'une administration autoritaire et centralisée, et une application limitée au gré des circonstances, parfois même inexistante, tant l'inflation normative encombre un édifice juridique et réglementaire déjà monumental. Précocement identifiée dans un livre que Raymond Aron qualifiait d'« essai d'explication sociologique d'événements historiques »², l'écart qu'observe Tocqueville entre normes et pratiques se trouve au cœur du présent ouvrage dirigé par Benoît Garnot. Fruit d'un colloque international qui réunit à Dijon, en octobre 2006, divers spécialistes de la question (chercheurs chevronnés et relève académique), ce gros volume s'intègre dans le renouvellement des perspectives de recherche en histoire criminalo-judiciaire, en inscrivant celle-ci au cœur de l'histoire sociale, de l'histoire des comportements et de l'histoire politique. À

la faveur d'une approche diachronique du Moyen-Âge à l'époque contemporaine, les tensions engendrées par la distorsion entre normes juridiques et pratiques judiciaires sont mesurées à partir d'études qui intéressent la France pour l'essentiel (30 communications sur 43), quelques contributions offrant cependant des points de comparaison avec d'autres États européens (Genève, Lombardie, Toscane, Espagne, Lituanie, etc.), voire d'outre-mer (Québec, Antilles françaises, Amérique portugaise).

- 2 S'il préside à l'ensemble de l'étude, l'intérêt porté aux juridictions subalternes ainsi qu'à l'« infrajustice » (mode de traitement extra-judiciaire des conflits) n'en demeure pas moins complété par des contributions qui interrogent la répression des contentieux les plus graves. Entre qualification doctrinale et incrimination retenue, Julie Doyon propose ainsi une analyse du parricide – paradigme du crime absolu – dans le système judiciaire parisien entre 1690 et 1760. Qu'ils soient appréhendés dans le cadre de la justice civile ou pénale – mais également au regard de la justice ecclésiastique (étude de Bruno Lemesle) –, les écarts qui se manifestent entre normes juridiques et pratiques judiciaires tendent généralement à relativiser la part d'autonomie et d'influence du droit et renforcent l'idée selon laquelle l'histoire de la justice ne peut se faire avec les seuls textes normatifs. Contrairement au colloque de Dijon qui s'articulait initialement autour de trois thématiques (mesure des distorsions entre normes et pratiques, causes des distorsions, et conséquences de celles-ci), le plan du présent ouvrage obéit au seul croisement de perspectives chronologique et géographique (« France médiévale », « France moderne », « France contemporaine », « Europe et Amérique »). Des contributions réunies se dégagent toutefois trois lignes de force autour desquelles se nouent les principaux apports de cette rencontre ; elles sont brièvement synthétisées en conclusion par Pascal Bastien, Jean-Claude Farcy, Benoît Garnot, Hervé Piant et Éric Wenzel.
- 3 1) Ainsi, l'analyse globale des facteurs de distorsions entre les normes juridiques et les pratiques judiciaires doit-elle d'abord prendre en compte *les règles de droit*, dont l'incertitude et l'obsolescence pour les sociétés anciennes, comme à l'inverse la surabondance à l'époque contemporaine, engendrent paradoxalement des conséquences similaires : la pratique des tribunaux entretient un rapport lointain avec le droit. De même, l'excessive sévérité des dispositions légales incite-t-elle souvent les magistrats à prononcer des peines moindres que celles prévues par ces lois et, lorsque les peines sont fixes (Code pénal de 1791), la justice aura tendance à acquitter des coupables plutôt que de les condamner à des peines outrancières relativement à la faute commise. Sans surprise, ce phénomène s'observe essentiellement en matière de châtiment suprême et de crimes politiques. Enfin, l'écart entre normes et pratiques s'avère particulièrement sensible lorsqu'il y a pluralité des sources de droit (loi du roi, droit romain, droit canon, coutume, doctrine, etc.) ; en effet, au Moyen-Âge et durant l'Ancien Régime, observer une norme conduit presque automatiquement à en violer une autre.
- 4 2) La seconde ligne de force identifie les trois principaux *acteurs* des distorsions entre normes juridiques et pratiques judiciaires : le pouvoir politique, les praticiens de la justice, les populations. Usant essentiellement de la grâce selon ses différentes modalités, le pouvoir politique intervient dans cette perspective avant tout pour ce qui concerne « ses responsabilités éminentes » (maintien de la paix civile, question religieuse à certaines époques, violence, etc.). Or, si cette pratique se révèle absolument légale et obéit à des modalités parfaitement officielles, elle n'en concourt pas moins à

l'affaiblissement de la norme en contribuant à sa non-application. Bien entendu, la responsabilité des praticiens de la justice s'avère encore plus importante. Aussi le parquet tend-il souvent à classer les plaintes, voire à concilier les parties afin d'éviter la tenue d'un procès. L'arbitraire sous l'Ancien Régime et plus récemment l'appréciation des circonstances offrent par ailleurs aux magistrats la latitude d'interpréter la loi ou la coutume ; cette liberté est du reste largement reconnue dans le domaine de la justice civile. Ce constat fait dire aux auteurs de la conclusion que « si bonnes soient les lois qui assurent le fonctionnement [de la justice], elles ne sauraient jamais lui suffire, de sorte que le monde des normes humaines ne peut pas se refermer sur lui-même et que la conscience des magistrats joue toujours un rôle extrêmement important dans le pouvoir et la responsabilité de juger » (p. 444). Enfin, au regard de l'administration des peines, la non-application d'une partie des sanctions découle généralement d'insuffisances matérielles et de difficultés techniques, aporie notamment récurrente dans le système carcéral.

- 5 3) Ultime axe d'analyse, la question de *la société* – et plus précisément celle du consensus social – permet d'appréhender globalement les facteurs de distorsion entre normes juridiques et pratiques judiciaires. Ces dernières sont ainsi davantage en accord avec l'état des mentalités, alors que la norme n'y correspond pas toujours, soit parce qu'elle est obsolète – auquel cas la pratique manifeste une autonomie par rapport à la norme –, soit parce qu'elle est trop récente. Considérer les mentalités collectives suppose également la prise en compte des critères qui conditionnent la sanction édictée contre un justiciable : par exemple, la pauvreté du condamné engendre parfois la modération de l'amende par rapport à ce que prévoit la loi (critère économique), de même que la question des moyens d'ester en justice est essentielle (critère social) ; de surcroît, tant le critère religieux (dans les sociétés anciennes, le pardon chrétien pouvait atténuer les sanctions), que le critère culturel (connaissance des lois, analphabétisme) peuvent exercer une influence. Finalement, se pose le cas de l'impossibilité d'appliquer systématiquement une peine, au vu du très grand nombre et parfois de la qualité des individus potentiellement concernés (notamment les législations sur les ivrognes, les blasphémateurs ou les sodomites sous l'Ancien Régime) : avant tout règle de comportement, la norme tend alors moins à empêcher la déviance qu'à en autoriser ponctuellement la répression.
- 6 S'il offre des contributions de qualités inégales et des articles succincts (entre 8 et 10 pages) – qui laissent parfois le lecteur sur sa faim – cet ouvrage recèle une masse d'informations aussi riches que diversifiées. L'étude de la distorsion entre normes juridiques et pratiques judiciaires proposée ici renforce et nuance la position des historiens, entre les juristes positivistes d'une part, pour qui la loi existe indépendamment de son application concrète, et les sociologues d'autre part, pour lesquels le fait prime le droit. À la lecture de cet ouvrage, il semble dès lors indéniable que la pratique crée et recrée la norme, ou, pour reprendre les termes de Vincent Bernaudeau : « l'ajustement de la norme apparaît comme la résultante tangible d'une expérience sociale largement partagée entre les justiciables et les juges ».

NOTES

1. Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, [1856], 1967, pp. 139-140.
 2. Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 240.
-

AUTEURS

LUDOVIC MAUGUÉ

Université de Genève

Ludovic.Maugue@unige.ch